

ALLOCATION DE MONSIEUR JEAN MONNET
AU NATIONAL PRESS CLUB, WASHINGTON

le 30 avril 1952

=====

Nous nous trouvons à un moment opportun pour parler de la création de l'Europe. Nous allons sortir de la période des projets, des négociations et des textes; dans quelques semaines, les premières institutions de l'Europe unie deviendront une réalité vivante. A ce moment décisif, comme il est naturel, nous rencontrons des difficultés: elles sont les douleurs de l'enfantement qui accompagnent la naissance des Etats-Unis d'Europe.

Je vais essayer de vous indiquer rapidement les principales étapes de la voie dans laquelle nous avançons, ainsi que les objectifs que nous espérons atteindre pour l'Europe.

Je n'essaierai pas de vous décrire les difficultés que nous aurons, nous le savons, à surmonter à chaque pas.

Il y a un an, le traité du Plan Schuman a été signé par la France, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Italie. Ce traité, grâce au large soutien de l'opinion publique, a déjà été ratifié par les Parlements de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas, par le Sénat belge et le Sénat italien. La période des ratifications touche à son terme. Dans peu de mois, la communauté européenne du charbon et de l'acier sera une réalité.

Le Plan Pleven pour la création d'une armée européenne passe, à son tour, par les étapes que le Plan Schuman a déjà franchies. Après un an de travail, le traité établissant la communauté européenne de défense ~~sera~~ bientôt signé par les Gouvernements qui participent déjà au Plan Schuman.

L'application du Plan Schuman va entraîner la suppression en ce qui concerne le charbon et l'acier, des droits de douane, des contingents entre les pays participants, ainsi que de toutes les pratiques discriminatoires et restrictives, Pour la première fois en Europe, une véritable législation anti-cartel et anti-trust bannira les cartels et empêchera la formation de concentra-

tions excessives de puissance économique dans le domaine du charbon et de l'acier.

Ces mesures restaureront le jeu de la concurrence et 2 permettront l'établissement de relations nouvelles entre les producteurs et les consommateurs. Les institutions de la communauté auront pour mission de veiller à ce que ni les Etats, ni les cartels n'empêchent la concurrence. Ces institutions n'interviendront pas dans le fonctionnement du marché, sauf en cas de nécessité et dans des conditions bien définies.

Ainsi sera créé un vaste marché commun de 155 millions de consommateurs - un marché comparable à celui des Etats-Unis. Les dimensions de ce nouveau marché intérieur telles que n'en a jamais connues l'Europe, permettront aux industriels d'entreprendre cette production de masse qui est le secret de l'efficacité dans le monde moderne. Elles les forceront à réviser complètement leurs notions quant aux prix de revient, aux prix de vente et à la productivité.

L'établissement de la Communauté européenne du charbon et de l'acier jettera les bases d'une communauté de structure fédérale, gouvernée par des institutions communes, appliquant des règles communes, assurant à tous les mêmes droits et imposant à tous les mêmes obligations.

Les pays participants ont délégué à la communauté une partie des pouvoirs qu'ils exercent aujourd'hui comme Etats souverains.

La Haute Autorité sera un organisme exécutif dont les membres seront collectivement responsables, non devant les Gouvernements nationaux, mais devant un Parlement commun et dont les décisions seront soumises au contrôle d'une juridiction commune. Le mandat confié à l'Assemblée commune et à la Cour de Justice s'étendra également à la communauté européenne de défense. La Haute Autorité harmonisera son action dans le domaine du charbon et de l'acier avec le reste de l'économie des pays participants, en liaison avec un Conseil spécial de Ministres représentant les Gouvernements des Etats-membres.

Les institutions créées par le Plan Schuman et le Plan Pleven ouvriront une brèche dans la citadelle de la souveraineté

.../

nationale qui barre la route à l'unité de l'Europe et qui n'a été menacé par aucun des accords internationaux de coopération que nous connaissons bien. Depuis mille ans, la souveraineté nationale s'est manifestée en Europe par le développement du nationalisme, et par de vaines et sanglantes tentatives d'hégémonie d'un pays sur les autres. Dans le système des accords internationaux, les intérêts nationaux restent souverains, les Gouvernements retiennent tous leurs pouvoirs, les décisions ne peuvent être prises qu'à l'unanimité. Finalement les Européens restent divisés entre eux. Dans ce cadre, la coopération s'arrête quand les intérêts nationaux divergent et la guerre demeure leur ultime recours.

L'établissement d'institutions et de règles communes assurant la fusion des souverainetés nationales unira les Européens sous une autorité commune et éliminera les causes fondamentales des conflits. Dans la communauté européenne, des problèmes comme celui de la Sarre, non seulement trouveront une solution, mais cesseront d'être à l'origine de dissensions internationales parce que les termes mêmes dans lesquels ils peuvent se poser seront dépassés.

Le Plan SCHUMAN et le Plan PLEVEN marqueront le début d'une révolution dans la vie politique, militaire, économique et institutionnelle de l'Europe. Cette révolution, mise en marche par les initiatives prises par le Gouvernement français afin d'éliminer les causes des conflits en Europe, - la principale étant l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne, - doit être poursuivie jusqu'à l'unification complète. L'unification de l'Europe est une nécessité pour les Européens, mais pas seulement pour eux. Je pense qu'il s'agit là de l'entreprise politique et économique la plus importante de notre époque.

Parce que les Américains en sont conscients, ils n'ont cessé de soutenir et d'encourager nos efforts pour réaliser l'unité de l'Europe. Je crois que c'est la première fois dans l'Histoire qu'un pays parvenu au degré de prépondérance qu'ont atteint les Etats-Unis apporte un soutien actif et essentiel à l'effort que font d'autres peuples pour se rassembler dans une communauté vigoureuse et libre.

Il est d'une importance universelle que l'Europe puisse vivre par ses propres moyens et dans la sécurité, qu'elle soit

pacifique et en mesure de continuer à apporter sa grande contribution à la civilisation. Le chemin qui mène à tous ces objectifs passe par l'unification.

Une Europe fédérée est indispensable à la sécurité et à la paix du monde libre. Aussi longtemps que l'Europe restera morcelée, elle restera faible, et sera une source constante de conflits. A l'époque moderne les conflits se généralisent inévitablement à l'ensemble du monde.

L'unification permettra à l'Europe d'intensifier le développement de ses ressources. Elle pourra ainsi, le moment venu faire face aux besoins de ses habitants et prendre sa part dans les charges de la défense commune sans avoir à vous demander de maintenir votre contribution.

L'unification de l'Europe a, pour la civilisation, une portée qui dépasse même la sécurité et la paix. L'Europe est à l'origine des progrès dont nous bénéficions tous et les Européens sont aujourd'hui capables d'apporter au développement de la civilisation par leur esprit créateur, une contribution aussi grande que dans le passé. Mais pour permettre à cet esprit créateur de s'épanouir à nouveau, nous devons harmoniser nos institutions et notre économie avec l'époque moderne. C'est en unifiant l'Europe que nous y parviendrons.

La Grande-Bretagne, en raison surtout de sa position particulière comme centre du Commonwealth, n'a pas jugé pouvoir apporter sa pleine participation lorsque le Plan SCHUMAN, puis l'Armée Européenne ont été proposés. Nous comprenons ses raisons. Nous serons toujours heureux de l'accueillir parmi nous. Nous avons l'assurance d'ailleurs que les Anglais s'associeront à nous de la manière la plus étroite. Avec leur appui ainsi que celui des Etats-Unis, dans le cadre de la Communauté Atlantique, nous sommes convaincus que nous pourrons ensemble faire de grands progrès dans la réalisation complète de nos projets.

En même temps que nous poursuivrons ensemble notre action pour l'unification de l'Europe, nous continuerons notre effort pour réunir pacifiquement les Allemands de la République Fédérale et ceux de l'Est. Il est essentiel d'effacer les frontières entre les nations européennes. Il est tout aussi important d'effacer par des moyens pacifiques, la frontière qui, aujourd'hui, en sé-

parant les Allemands, favorise un irrédentisme qui ne saurait apporter aucun bien aux Allemands, à l'Europe ni au monde.

Mais les récentes propositions soviétiques vont à l'encontre des enseignements de l'Histoire. Au moment même où les Européens de l'Ouest se rassemblent et fusionnent leurs souverainetés afin de répondre aux problèmes d'aujourd'hui, l'Union Soviétique se révèle comme le champion en Europe du maintien des souverainetés nationales qui entraînerait le maintien des divisions entre les Européens.

La reconstitution d'un Etat allemand souverain et d'une armée nationale allemande, proposée par l'Union soviétique, tendrait à réveiller le vieil esprit nationaliste chez les Allemands et ranimerait les sentiments nationalistes des Français et des autres Européens contre les Allemands. Les vieilles blessures seraient rouvertes et les vieux ressentiments s'exerceraient à nouveau.

Ainsi seraient recrées les conditions qui, en vingt-cinq ans, ont provoqué deux guerres mondiales et qui ont mené l'Union Soviétique elle-même au bord de la destruction.

L'unité qui satisfera les aspirations légitimes des Allemands sans les exposer, ainsi que le reste du monde, au recommencement d'un passé funeste, l'unité qui facilitera l'établissement d'une paix durable est l'unité au sein d'une Europe unie. Tout en poursuivant la création d'une Europe unie, nous poursuivrons nos efforts pour promouvoir par des moyens pacifiques l'union des Allemands de la République Fédérale et de l'Est au sein de la communauté européenne.

Six pays européens ne se sont pas engagés dans la grande entreprise d'abattre les barrières qui les divisent pour dresser des barrières plus élevées contre le monde extérieur. Notre époque exige que nous unissions les Européens et que nous ne les maintenions pas séparés. Nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes.

On ne peut pas attendre d'avoir éclairci d'avance toutes les contingences pour se déterminer sur l'action qu'appellent les nécessités du présent. Dans la conduite de nos affaires personnelles nous n'attendons pas, pour agir, que l'avenir nous soit

complètement révélé. Rien n'est plus stérile que d'anticiper, dans le contexte du présent, des questions qui se poseront seulement dans l'avenir, alors que l'objet même de notre action est de transformer le contexte actuel. Si nous attendons, pour agir, que toutes les questions aient trouvé leur réponse, nous n'agissons jamais, nous n'atteindrons jamais la certitude attendue et nous serons entraînés par les événements que nous aurons renoncé à orienter.

Nous sommes résolus à agir. Nous sommes résolus à faire l'unité de l'Europe et à la faire rapidement. Avec le Plan Schuman et avec l'armée européenne, nous avons posé les fondations sur lesquelles nous pourrions construire les Etats-Unis d'Europe, libres, vigoureux, pacifiques et prospères.